

N° 24/CA du répertoire

N° 01-034/CA du greffe

Arrêt du 05 avril 2007

Affaire : AGBEGNINO Oussougan

C/

Préfet de l'Atlantique

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 30 novembre 1999, enregistrée au greffe de la Cour Suprême le 27 février 2001 sous n° 210/GCS par laquelle Madame AGBEGNINO Oussougan assistée de son conseil Maître Narcisse R. ADJAÏ, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, a sollicité de la Haute Juridiction l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté préfectoral n° 2/222/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 1999 aux termes duquel le préfet des départements de l'Atlantique et du Littoral a confirmé le droit de propriété de Monsieur SAKITI Albert sur la parcelle "S" du lot 1395 du lotissement de Cotonou Nord tranche K, laquelle lui avait été initialement attribuée suivant arrêté préfectoral n° 2/627/DEP-ATL /SG/SAD du 27 décembre 1994 ;

Vu le courrier n° 1320/GCS du 23 mai 2001, par lequel le conseil de la requérante a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu le courrier en date du 04 avril 2002 enregistré sous le n° 0398/GCS du 19 avril 2002 du greffe, par lequel Maître Narcisse R. ADJAÏ a transmis son mémoire ampliatif ;

Vu le courrier n° 2364/GCS du 28 octobre 2002, par lequel communication de la requête introductive d'instance, des pièces y annexées ainsi que du mémoire ampliatif a été assurée au conseil de l'administration préfectorale pour son mémoire en défense ;



Vu la lettre n° 0051/03/SAF/SG en date du 06 janvier 2003 enregistrée au greffe de la Cour le 10 juin 2003 sous le n° 200/GCS, par laquelle Maître Alexandrine F. SAÏZONOU-BEDIE a sollicité une prorogation de délai aux fins du dépôt de ses observations ;

Vu la lettre n° 1048/GCS du 30 septembre 2003 accordant la mesure sollicitée ;

Vu le courrier en date du 02 décembre 2003 enregistré le 08 décembre 2003, sous n° 852/GCS du greffe de la Cour, par lequel Maître Alexandrine F. SAÏZONOU-BEDIE a transmis son mémoire en défense ;

Vu la lettre n° 1446/GCS du 06 avril 2004, reçue le 13 avril 2004 au cabinet de Maître Narcisse R. ADJAÏ, transmettant à celui-ci pour répliques éventuelles le mémoire en défense de l'administration ;

Vu le paiement de la consignation requise constaté par reçu n° 2047 du 16 mars 2001

Vu toutes les pièces du dossier ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la cour suprême, remise en vigueur par la loi N°90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Ouï le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Clémence YIMBERE-DANSOU** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Sur la recevabilité

Considérant que le recours en annulation pour excès de pouvoir introduit par Madame AGBEGNINOU Oussougan est recevable pour être respectueux des conditions de forme et de délai prescrites par la loi ;



Au Fond

Considérant que la requérante expose par l'organe de son conseil :

Que suite aux travaux de lotissement et de recasement, elle a été déclarée attributaire de la parcelle "S" du lot 1395 de la tranche K de Cotonou-Nord suivant l'arrêté préfectoral n° 1994/2/627/DEP-ATL/SG/SAD du 27 décembre 1994 aux termes duquel, le Préfet de l'Atlantique en ordonnant le déguerpissement de Monsieur Albert SAKITI de cette parcelle, y a confirmé ses droits de propriété ;

Qu'elle ne s'explique pas que suivant l'arrêté préfectoral n° 1999/2/222/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 1999, la même autorité annule l'arrêté préfectoral ci-dessus en toutes ses dispositions aux fins de retrait de ladite parcelle et son attribution à Monsieur SAKITI Albert ;

Que ce deuxième arrêté préfectoral l'a spoliée, faute de lui attribuer immédiatement une parcelle en compensation de celle qui lui a été retirée ;

Qu'elle fait l'objet d'une expropriation déguisée ;

Qu'elle sollicite l'annulation de ce second arrêté qui a été pris en fraude et en violation de ses droits, ladite parcelle ayant été déjà reconnue comme sa propriété ;

Considérant qu'à l'appui de son recours, la requérante, par l'organe de son conseil invoque deux moyens :

- l'un tiré de la violation de la loi n°64-28 portant organisation judiciaire en République du Bénin, en ce qu'il ne ressortit pas de la compétence de l'autorité administrative de statuer sur le droit de propriété d'une parcelle, objet de litige ;

- le second tiré de la violation des dispositions de l'article 22 de la constitution du 11 décembre 1990 ;

Considérant que l'autorité administrative par le biais de Maître Alexandrine F. SAÏZONOU-BEDIE, son conseil, conclut, quant à elle, au rejet de la demande en annulation au



motif que l'arrêté en date du 27 décembre 1994 a, par erreur, confirmé le droit de propriété de Madame AGBEGNINOU sur la parcelle "S" du lot 1395 de la tranche K du lotissement de Cotonou-Nord ;

Sur le premier moyen de la requérante tiré de la violation de la loi n° 64-28 portant organisation judiciaire en République du Bénin

Considérant que la loi ci-dessus n'étant plus en vigueur, il n'y a pas lieu à analyser ce premier moyen ;

Qu'il échet de passer outre ;

Sur le dernier moyen de la requérante tiré de la violation des dispositions de l'article 22 de la constitution du 11 décembre 1990.

Considérant que la requérante a sollicité de la Haute Juridiction l'annulation de l'arrêté préfectoral n° 1999/2/222/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 1999 par lequel le Préfet du Département de l'Atlantique d'alors lui a retiré pour être attribuée à Monsieur SAKITI Albert la parcelle "S" du lot 1395 du lotissement de Cotonou-Nord tranche K et sur laquelle elle a été précédemment recasé aux termes de l'arrêté préfectoral n° 2/627/DEP-ATL/SG/SAD du 27 décembre 1994 ;

Considérant que par cet arrêté-ci en date du 27 décembre 1994 l'autorité administrative avait ordonné le déguerpissement de Monsieur SAKITI Albert de la parcelle "S" du lot 1395 de la tranche K du lotissement de Cotonou-Nord pour y confirmer les droits de propriété de la requérante ;

Que courant juillet 1999, la même autorité administrative en annulant l'arrêté précité, signe l'arrêté préfectoral dont annulation dans la présente procédure pour confirmer sur la parcelle "S" ci-dessus indiquée les droits de propriété de Monsieur SAKITI Albert ;

Considérant que cet arrêté préfectoral dont annulation cite en visa l'attestation de recasement n° 740/SOCOGIM/LQ du 1^{er} octobre 1996 délivré à Monsieur SAKITI Albert ;




Considérant que de l'analyse des pièces versées aux débats par la requérante elle-même, il ressort notamment de la photocopie des deux reçus en date du 29 janvier 1993 afférents respectivement au paiement des frais de lotissement à l'état des lieux d'une part, des frais de recasement d'autre part, que les travaux de lotissement et de recasement avaient bien fixé définitivement la requérante sur la parcelle "R" du lot n° 1325 tranche K ;

Que ladite parcelle identifiée "R" avait même été relevée à l'état des lieux sous le n° 555 ;

Considérant en outre que l'attestation de recasement dont photocopie figure au dossier et établie au nom de la requérante le 24 février 1993 mentionnait déjà avec précision que : « La camarade AGBEGNINOU Oussougan est propriétaire présumé de la parcelle "R" du lot 1325 dans le lotissement Cotonou-Nord tranche K relevée à l'état des lieux suivant n° 555 ;

Qu'ainsi, aucun élément, aucune pièce au dossier ne justifie l'attribution postérieure de la parcelle "S" du lot 1395 du lotissement Cotonou-Nord tranche K à la requérante si ce n'est une erreur matérielle intervenue lors de la rédaction de l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 1994 ;

Que la requérante, en tout état de cause, ne rapporte pas la preuve de sa revendication ;

Qu'en procédant ainsi qu'elle l'a fait, l'autorité administrative a opéré un rectificatif en annulant l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 1994 ;

Considérant au demeurant que la requérante ne saurait être admise à se prévaloir de sa propre turpitude, ayant eu le temps raisonnable, en tout cas avant juillet 1999, d'adresser des protestations ou contester à l'endroit des services de recasement l'attribution de la parcelle "R" à elle faite ;

Qu'au regard de tout ce qui précède, il échet de rejeter le présent recours en déclarant mal fondé le deuxième moyen de la requérante ;



PAR CES MOTIFS,**DECIDE :**

Article 1^{er} : Est recevable le recours en annulation introduit par Madame AGBEGNINOU Oussougan contre l'arrêté préfectoral n° 2/222/DEP-ATL/CAB/SAD du 20 juillet 1999.

Article 2 : Ledit recours est rejeté.

Article 3 : Les dépens sont à la charge de la requérante.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite à toutes les parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller de la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Eliane R. G. PADONOU
et
Etienne FIFATIN

}

CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi cinq avril deux mille sept, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Clémence YIMBERE-DANSOU,

MINISTERE PUBLIC ;

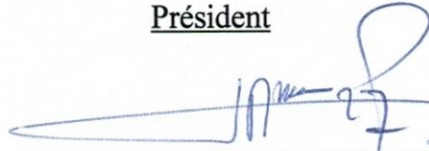
Geneviève GBEDO,

GREFFIER ;



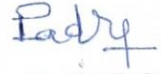

Ont signé

Président



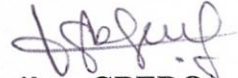
Jérôme O. ASSOGBA.-

Le Rapporteur,



Eliane R. PADONOU.-

Le greffier,



Geneviève GBEDO.-

